

<p>Note de scénario : Conférence d’automne du Forum des politiques publiques (FPP) – L’élaboration de politiques en période de pandémie 13 octobre 2020 De 16 h 50 à 17 h 30 (HE) Vidéoconférence Zoom Détails/liens Zoom : https://bespokeav.zoom.us/j/92585262478?pwd=U0pEQVJoSXhmZkV0Ym4zdzVQWmlEUT09</p>	
<p>ID : 925 8526 2478 Code d’accès : 249842</p>	
<p>Aperçu</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Vous avez été invité à participer à une discussion qui aura lieu dans le cadre de la Conférence annuelle d’automne de cette année, dont le thème est « L’élaboration de politiques en temps de pandémie », organisée par le FPP et coparrainée par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT). • Le FPP devrait accueillir près de 500 participants, dont des représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux. • Un ordre du jour provisoire de l’événement figure à l’annexe A. • Dans le cadre de cet événement, une étude de cas sur le service fédéral de notification par courriel sur la COVID-19 sera présentée par Pascale Elvas, la directrice générale par intérim de la politique stratégique, Priorités et planification, SCT.
<p>Groupe de discussion – contexte et gestion des réunions</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La Conférence d’automne débutera à 16 h, après la tenue d’un atelier et d’activités de réseautage en début d’après-midi. Elle commencera par la présentation de Pascale Elvas, et sera suivie d’une conversation structurée (« conversation au coin du feu ») entre les personnes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ D^{re} Bonnie Henry (administratrice de la santé provinciale, gouvernement de la Colombie-Britannique); ○ Helen Branswell (rédactrice principale sur les maladies infectieuses, STAT News, un journal d’information sur la médecine et les sciences de la vie produit par Boston Globe Media). • Votre groupe de discussion se réunit après la conversation au coin du feu entre la D^{re} Henry et M^{me} Branswell. Il est constitué des panélistes suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ la D^{re} Bonnie Henry; ○ Laura Lee Langley, sous-ministre, Cabinet du premier ministre (ainsi que sous-ministre du Conseil du trésor et de la politique), gouvernement de la Nouvelle-Écosse; ○ Saäd Rafi, ancien conseiller principal de la ville de Toronto en matière de redressement et de reconstruction après la COVID-19. • La discussion sera animée par Julie Cafley, première vice-présidente du FPP. • La biographie de la D^{re} Cafley et des autres panélistes figure à l’annexe B. • Les panélistes feront de brèves remarques d’ouverture. Après la discussion, il y aura une séance de questions et réponses en direct avec les autres participants.

<p>Groupe de discussion – plus de contexte</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le FPP décrit le groupe de discussion comme suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ « La discussion portera généralement sur la manière dont la réponse en temps réel du Canada à la COVID-19 a poussé tous les ordres du gouvernement à accepter l’incertitude et à collaborer pour réduire les conséquences sur la vie et les moyens de subsistance des Canadiens. » • Le FPP a indiqué qu’il souhaitait vous entendre sur les questions liées à la mise en œuvre, à la gouvernance et à la collaboration fédérale-provinciale-territoriale. • Les sujets de discussion proposés comptent notamment ceux-ci : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le SCT, en coordination avec de nombreux ministères du gouvernement fédéral, a rapidement coordonné les réponses à plusieurs niveaux à la pandémie. Selon vous, quel effort pluriministériel a permis de répondre au mieux à une difficulté particulière engendrée par la COVID-19? ○ Afin de répondre efficacement à la pandémie, le gouvernement fédéral a mené une importante intervention financière auprès des provinces, territoires et municipalités. L’interaction la plus étroite de la population canadienne avec le gouvernement se fait au moyen des municipalités. Comment le gouvernement fédéral a-t-il travaillé avec les municipalités, en particulier, pour répondre à la crise actuelle? ○ Comme le premier ministre l’a récemment annoncé, le Canada est entré dans la deuxième vague de la pandémie, et ce, peut-être plus tôt que beaucoup de gens ne l’avaient prévu. Quels efforts coordonnés le gouvernement fédéral déploie-t-il pour répondre aux nombreuses difficultés et économiques auxquelles les Canadiens sont actuellement confrontés?
<p>Rapport de Saäd Rafi, Toronto Office of Recovery and Rebuild</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En avril 2020, M. Rafi a été nommé à la tête du Toronto Office of Recovery and Rebuild pour commencer la planification de la reprise à la suite de la COVID-19. • Le Toronto Office of Recovery and Rebuild a mené des consultations au cours de l’été 2020, et prévoit soumettre un rapport au directeur municipal d’ici septembre 2020, pour ensuite le soumettre à un examen final par le conseil municipal de Toronto. • Le rapport ne semble pas encore voir été rendu public. • Une entrevue de M. Rafi avec les médias qui date de juin 2020 figure à l’annexe C.
<p>Vos remarques – résumé des points clés à discuter</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Faire comprendre l’ampleur, la profondeur et l’importance de la réponse fédérale • Souligner l’importance de mettre l’emphase sur les mesures et les résultats <ul style="list-style-type: none"> ○ Nouvelle approche en matière de risque – risque d’inaction ○ Se concentrer sur les besoins des citoyens, et non pas sur le point de vue des administrations et de leurs outils • Décisions fondées sur la science <ul style="list-style-type: none"> ○ La science et les conseils peuvent changer, mais ils constituent toujours la base de la réponse du secteur public

- **Réponse économique**

- La nécessité d'une réponse proactive qui relève directement les défis.

Discussion en groupe	
Ordre du jour	De 16 h 50 à 17 h 30 (40 minutes)
Notes d'allocution	<p>Mot d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ampleur de la réponse fédérale : <ul style="list-style-type: none"> ○ Plus de 214 milliards de dollars en soutien direct aux Canadiens et aux entreprises. <ul style="list-style-type: none"> • Prestation canadienne d'urgence (PCU) : 81,64 milliards de dollars en paiements (en date du 4 octobre 2020) • Subvention salariale d'urgence du Canada : 41,12 milliards de dollars en paiements (en date du 4 octobre 2020) ○ Environ 19 milliards de dollars par le biais de l'Accord sur la relance sécuritaire pour la réouverture des provinces et territoires. ○ 600 milliards de dollars de soutien en liquidités pour les entreprises et la stabilité financière des provinces. ○ 6,2 milliards de dollars pour : <ul style="list-style-type: none"> • le système de soins de santé canadien; • de l'équipement de protection individuelle (EPI) et des fournitures; • la recherche médicale et les vaccins. ○ Depuis le 28 août 2020, les achats fédéraux d'EPI comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • plus de 290 millions de masques chirurgicaux reçus; • près de 43 millions d'écrans faciaux reçus; • plus de 61,5 millions de masques N95 reçus; • plus de 17,5 millions de litres de désinfectant pour les mains. ○ L'organe de presse américaine Politico classe le Canada parmi les pays les plus préparés à profiter de la percée du vaccin (aux côtés des États-Unis, de l'Union européenne et du Royaume-Uni). ○ Accords d'approvisionnement pour six candidats-vaccins : <ul style="list-style-type: none"> • AstraZeneca • Sanofi et GlaxoSmithKline • Représentants de la société Johnson & Johnson • Novavax • Pfizer • Moderna ○ Le Canada contribue également aux efforts multilatéraux : <ul style="list-style-type: none"> • Participation au Mécanisme pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 (Mécanisme COVAX). Ce mécanisme d'approvisionnement

mondial contribuera à assurer une distribution juste, équitable et opportune des vaccins contre la COVID-19.

- Le gouvernement du Canada s'engage à investir environ **220 millions de dollars à ce mécanisme** pour réserver jusqu'à 15 millions de doses de vaccin pour les Canadiens.
 - **Il versera également un montant supplémentaire de 220 millions de dollars** par l'intermédiaire du **système de garantie de marché du COVAX** pour l'achat de doses destinées aux pays à faible et moyen revenu.
 - **Pour vaincre le virus au pays, il faut l'éradiquer partout.**
 - Cette somme **s'ajoute aux 25 millions de dollars américains que le Canada s'est engagé à verser à COVAX dans le cadre de la garantie de marché préalable** en juillet 2020.
-
- **Dans l'ensemble, la réponse fédérale s'est concentrée sur quatre domaines :**
 - **Réduire les risques liés aux liquidités** des particuliers canadiens.
 - Faire reposer le risque sur les « épaules les plus larges possible ».
 - **Soutenir l'économie.**
 - Investir dans l'**EPI et les vaccins.**
 - **Soutenir les provinces et les territoires.**
 - Accord sur la relance sécuritaire et autres moyens.
 - L'importance de **se concentrer sur les résultats.**
 - **Nouvelle approche en matière de risque** par les gouvernements.
 - Tenir compte du **risque que représente l'inaction et des risques liés aux résultats, p. ex., le déploiement de la PCU.**
 - Ne vous concentrez pas sur les politiques, les processus, les risques juridiques, etc.
 - Nous ne voulons pas que cette approche se dégrade au fur et à mesure que nous avançons – **éviter le retour au vieux statu quo.**
 - **Se concentrer sur les impacts sur les citoyens, et non pas sur le point de vue des administrations et de leurs outils.**
 - **Se fier à la science**
 - **La science a évolué, et les communications du gouvernement également.**
 - **Elle a cependant tenté de faire remonter la réponse politique à la science.**
-
- Selon vous, quel effort pluriministériel a permis de répondre au mieux à une difficulté particulière engendrée par la COVID-19?**
- Un niveau élevé de collaboration entre les gouvernements.
 - **L'essentiel est de ne pas se concentrer sur les ministères, mais bien sur le résultat.**

- Voici quelques exemples :
 - Fournir et encourager la flexibilité du système – encourager les députés à faire pleinement usage de leurs pouvoirs de décision et de leur latitude.
 - Alerte COVID :
 - Service de notification par courriel sur la COVID-19 (tel que présenté plus tôt dans la journée par Pascale Elvas).
 - Groupe de travail sur la COVID-19 à Santé Canada
 - Des analystes et des cadres détachés à court terme de l'ensemble du gouvernement.
 - Niveau de flexibilité des ressources humaines auquel le gouvernement aspire, mais qu'il atteint rarement.
 - Transition vers une main-d'œuvre numérique et acquisition de l'équipement nécessaire.

Comment le gouvernement fédéral a-t-il travaillé avec les municipalités, en particulier, pour répondre à la crise actuelle?

- Une politique réaliste **doit tenir compte de la manière dont les services sont fournis sur place** (municipal, à but non lucratif, etc.).
- La COVID-19 à l'échelle fédérale et municipale – quelques exemples :
 - **Accord fédéral-provincial-territorial sur la relance sécuritaire** (total de 19 milliards de dollars) :
 - Financement fédéral de **2 milliards de dollars pour les villes et les communes**
 - Aussi, **1 milliard de dollars pour le transport.**
 - Le gouvernement du Canada **a entièrement financé un site d'isolement pour 13,9 millions de dollars à Toronto** (qui a ouvert en septembre).

Deuxième vague : Quels efforts coordonnés le gouvernement fédéral déploie-t-il pour répondre aux nombreuses difficultés et économiques auxquelles les Canadiens sont actuellement confrontés?

- Gouvernement du Canada – **plan de réponse en quatre parties dans le discours du Trône**/remarques du premier ministre :
 - **Lutter contre la pandémie** et sauver des vies.
 - Soutenir **les personnes et les entreprises.**
 - Créer un Canada plus fort, **plus résilient.**
 - Faire en sorte que chacun puisse **contribuer à la société.**
- Assurer la sécurité des personnes : **travail de mes collègues** à Santé Canada, Agence de la santé publique du Canada, homologues provinciaux et territoriaux.
- SCT – **nous soutenons ce travail** – exemples :

- Soutenir l'acquisition efficace de matériel médical.
- Expertise en matière de gouvernement numérique – application Alerte COVID.
- **Encourager les efforts de réponse des ministères.**
 - « Activités habituelles » – **le SCT agit parfois comme un frein à main.**
 - Rôle actuel – **équilibrer le risque** en aidant les ministères à déployer le plan du gouvernement.

Si l'on insiste sur la réponse du gouvernement en matière de santé (de Santé Canada) :

- Afin de réduire le risque de cas importés, l'Agence de santé publique du Canada a renforcé les mesures de dépistage dans les aéroports canadiens et a mis en place des restrictions de voyage et une quarantaine obligatoire.
- En outre, pour la première fois dans notre histoire, nous avons entrepris un rapatriement contrôlé et à grande échelle de Canadiens de l'étranger et avons établi des logements temporaires sur des sites de quarantaine désignés.
- Nous avons offert des conseils de santé publique sur la façon de protéger la santé et la sécurité des Canadiens et de réduire la propagation de la COVID-19.
- Nous avons travaillé avec les provinces et territoires et d'autres intervenants pour accélérer les tests de dépistage afin de détecter plus rapidement les cas de COVID-19.
- Nous avons également établi une approche coordonnée pour l'achat en gros et la distribution d'équipements de protection individuelle afin de garantir que les bons produits arrivent aux bons endroits au Canada.
- Pour soutenir le suivi continu de la COVID-19 dans tout le pays, nous avons conçu une approche nationale en matière de collecte de données et de surveillance.
- L'Agence de la santé publique du Canada, avec des partenaires, travaille également à soutenir la mise au point d'un vaccin et d'un traitement.

Si on insiste sur la réponse du gouvernement concernant l'approvisionnement (de SPAC) :

- Le gouvernement du Canada a, à ce jour, distribué environ 1 milliard de dollars pour garantir l'accès aux candidats-vaccins. Cela comprend certaines avances que les entreprises pharmaceutiques exigent pour soutenir le développement, les essais et la fabrication des vaccins à risque. Bien qu'il ne soit pas récupérable, cet investissement garantit au Canada la place la plus précoce possible dans les cycles de production.
- Les paiements ultérieurs dépendent de la réussite des essais cliniques des vaccins et de l'obtention de l'approbation réglementaire. Ces montants dépendront des candidats-vaccins qui seront retenus et du nombre de doses que le Canada décidera d'acheter en fin de compte.
- Afin de protéger notre pouvoir de négociation et les informations commerciales délicates sur les coûts, nous ne pouvons pas divulguer les détails d'accords en particulier pour le moment.

- Nos progrès sont similaires à ceux d’autres pays, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni, lesquels ont obtenu l’accès à un nombre comparable de candidats-vaccins.
- Notre approche quant aux vaccins, tout comme notre réponse à la COVID-19, est guidée par les meilleures données scientifiques existantes, et tient compte de l’évolution de la base de données.
- En particulier, le Groupe de travail sur les vaccins contre la COVID-19, qui est composé d’experts en vaccins et en immunologie ainsi que de leaders de l’industrie, fournit des conseils scientifiques et techniques stratégiques au gouvernement du Canada sur un éventail de candidats-vaccins internationaux de premier plan.
- Le Canada s’est engagé à collaborer à l’échelle mondiale pour mettre fin à cette pandémie. Le mécanisme COVAX est un exemple de la manière dont la coopération multilatérale peut nous permettre d’accomplir ensemble ce qu’aucun de nous ne pourrait accomplir seul.
- Le gouvernement du Canada est en pourparlers afin de garantir l’accès à un autre candidat-vaccin de Medicago.
 - Le 9 juillet, Santé Canada a approuvé un essai de phase 1 du vaccin de Medicago et le 14 juillet, les essais cliniques de ce vaccin ont commencé au Canada.
 - C’est le premier vaccin proposé par une société canadienne à être soumis à des essais sur les humains, et nous sommes heureux de soutenir une recherche aussi importante au Canada.
- Nous continuons à soutenir la communauté scientifique canadienne et internationale dans ses recherches pour trouver des traitements et des vaccins contre la COVID-19.

Si l’on insiste sur la démission du D^r Gary Kobinger, qui a récemment démissionné du Groupe de travail sur les vaccins contre la COVID-19, en disant que le gouvernement du Canada n’est pas transparent dans sa prise de décision (de SPAC) :

- Le gouvernement remercie le D^r Kobinger pour sa participation et son service public en tant que membre du Groupe de travail sur les vaccins contre la COVID-19.
- En tant qu’experts et chefs de file de l’industrie, les membres du Groupe de travail fournissent des données précieuses – tous à titre bénévole – pour aider le gouvernement à prendre des décisions fondées sur des preuves solides afin de protéger la santé et la sécurité des Canadiens pendant la pandémie.
- Depuis juin 2020, le Groupe de travail et son sous-comité de biofabrication ont examiné et fourni des conseils sur de nombreuses propositions nationales de vaccins et de biofabrication et sur des candidats-vaccins internationaux.
- Les membres du Groupe de travail se sont engagés à assurer la transparence et à se récuser de fournir des conseils sur des projets en cas de conflit d’intérêts.
- Dans 23 cas, un membre du Groupe de travail a déclaré un conflit d’intérêts concernant une proposition ou un candidat spécifique et s’est formellement récusé; il n’a ni participé aux délibérations ni à la formulation d’un avis.

- Le protocole relatif aux conflits d'intérêts affiché sur le site Web du CNRC est conforme aux normes applicables aux autres organismes consultatifs externes bénévoles du gouvernement et incarne les meilleures pratiques internationales.

Conférence d'automne : L'élaboration de politiques en temps de pandémie

Jeudi le 13 octobre 2020 | De 13 h 30 à 18 h

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

13 h 30 – ATELIER DU PROGRAMME DE LEADERSHIP EN MATIÈRE DE POLITIQUES PUBLIQUES

15 h 15

- Mots de bienvenue et introduction
- Thèmes de l'étude de cas
- Instructions pour les salles de réunion avec trois questions principales
- Mini-ateliers animés dans la salle de réunion avec ThoughtExchange
- Court compte rendu et conclusion

15 h 30 – SÉANCE DE RÉSEAUTAGE

16 h

- Lien à venir

CONFÉRENCE D'AUTOMNE

16 h – MOT DE BIENVENUE

16 h 15

Conférencier : Edward Greenspon, président-directeur général du Forum des politiques publiques du Canada

Cérémonie d'accueil autochtone et mention : À déterminer

16 h 15 – PRÉSENTATION – Comment le projet « Obtenir les nouvelles sur la COVID-19 » a été mis en place

16 h 20

Conférencière : Pascale Elvas, directrice générale par intérim, Politique stratégique, Priorités et planification, SCT

16 h 20 – CONVERSATION AU COIN DU FEU

16 h 50

D^{re} Bonnie Henry, administratrice de la santé provinciale, gouvernement de la Colombie-Britannique en discussion avec Helen Branswell, rédactrice principale sur les maladies infectieuses, STAT News

4 h 50 – GROUPE DE DISCUSSION

17 h 30

- D^{re} Bonnie Henry (administratrice de la santé provinciale, gouvernement de la Colombie-Britannique)

- Laura Lee Langley, sous-ministre, Cabinet du premier ministre, gouvernement de la Nouvelle-Écosse

- Saäd Rafi, expert-conseil et ancien conseiller principal de la ville de Toronto en matière de redressement et de reconstruction après la COVID-19

- Peter Wallace, secrétaire du Conseil du Trésor, gouvernement du Canada

Animatrice : D^{re} Julie Cafley, vice-présidente exécutive, Relations externes, FPP

17 h 30 – PRÉSENTATION – Le passage aux services en santé mentale et en toxicomanie virtuels à l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.)

17 h 35

D^r Heather Keizer, Dirigeante des problèmes de santé mentale et de la dépendance, gouvernement de l'Î.-P.-É.

17 h 35 – Mot de la fin

17 h 40

Edward Greenspon, président-directeur général du Forum des politiques publiques du Canada

BIOGRAPHIES DES PRÉSENTATRICES

La **D^{re} Bonnie Henry** a été nommée administratrice de la santé provinciale en Colombie-Britannique le 1^{er} février 2018.

Elle a été vice-administratrice de la santé provinciale pendant trois ans à partir d'août 2014 juste après avoir quitté son poste de directrice médicale exécutive provinciale par intérim au Centre de contrôle des maladies de la Colombie-Britannique (CCMCB), qu'elle a occupé de décembre 2013 à août 2014.

La D^{re} Henry a également occupé le poste de directrice médicale, Prévention et contrôle des maladies transmissibles et Gestion des urgences de santé publique auprès du CCMCB et directrice médicale pour le programme provincial relatif aux maladies émergentes et à transmission vectorielle, ainsi que pour le programme de surveillance et de contrôle des infections nosocomiales.

Elle a intégré le Bureau de santé publique de Toronto en septembre 2001 en tant que médecin-hygiéniste adjointe, où elle a été responsable de l'Unité des services d'urgence et de l'Unité de liaison chargée des maladies transmissibles. En 2003, elle a été responsable des opérations lors de l'intervention face à l'épidémie de SRAS à Toronto. Elle était membre de l'équipe de direction du Comité consultatif scientifique de l'Ontario en matière de SRAS.

Laura Lee Langley est sous-ministre auprès du Cabinet du premier ministre, sous-ministre du Conseil du Trésor et de la politique, greffière du Conseil exécutif, chef de la fonction publique, première dirigeante de Communications Nouvelle-Écosse et commissaire de la fonction publique.

Elle a commencé sa carrière comme journaliste au début des années 1980 et a travaillé à la radio et à la télévision comme reportrice, présentatrice de nouvelles et productrice. À la fin des années 1990, elle a réorienté sa carrière vers les relations publiques et les communications et a acquis une expertise en communications à l'intention des dirigeants en mobilisation des employés et en gestion stratégique – des intérêts qu'elle s'est découverts en faisant sa maîtrise en administration publique à l'Université Dalhousie en 2002.

En 2004, elle est devenue la première sous-ministre adjointe de Communications Nouvelle-Écosse. En janvier 2010, elle a accédé au poste de sous-ministre du ministère du Tourisme, de la Culture et du Patrimoine, renommé ultérieurement ministère des Communautés, de la Culture et du Patrimoine. En octobre 2013, elle a été nommée commissaire de la fonction publique, et depuis juin 2016, elle occupe aussi le poste de sous-ministre auprès du premier ministre et assume les responsabilités afférentes.

Saad Rafi est un expert-conseil et ancien conseiller principal de la ville de Toronto en matière de redressement et de reconstruction après la COVID-19. Au cours des 30 dernières années, il a travaillé dans les secteurs public et privé, et a notamment occupé plusieurs postes de direction au sein du gouvernement de l'Ontario.

Il a été le président-directeur général (PDG) des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 de Toronto, où il a beaucoup travaillé avec les municipalités de la région du Grand Toronto et de Hamilton et des environs pour organiser le plus grand événement multisports de l'histoire du Canada. M. Rafi a été sous-ministre au sein des ministères suivants : ministère de la Santé et des Soins de longue durée, ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure, ministère des Transports et ministère de la Sécurité publique. M. Rafi a également été associé chez Deloitte LLP, où il a créé un cabinet spécialisé dans le financement

des infrastructures et des projets, et a ensuite dirigé leur cabinet spécialisé dans les services publics et gouvernementaux pour le Canada.

Julie Cafley est une leader et une universitaire accomplie, spécialisée dans la direction et la gouvernance de l'enseignement supérieur. Son rôle de vice-présidente générale du FPP l'amène à forger des liens, ainsi qu'à consolider la réputation et à améliorer la visibilité du FPP, tout en dirigeant les équipes de recherche, des partenariats externes et de l'adhésion. Elle prend un rôle de leadership dans les projets liés à la démocratie et la gouvernance, la réconciliation, l'innovation et la croissance.

Dans ses précédentes fonctions de chef de cabinet pour deux recteurs à l'Université d'Ottawa, Julie Cafley a travaillé en étroite collaboration avec la haute direction afin de développer et de faire avancer les initiatives stratégiques. Elle a également joué un rôle clé dans l'amélioration du profil, la collecte de fonds et la communication interne. Avant d'accéder à la présidence, Julie dirigeait le volet du recrutement et du lien avec les étudiants.

En 2010, elle figurait sur la liste prestigieuse de la revue Ottawa Business Journal's top 40 under forty (les 40 premières places du palmarès des entreprises à Ottawa pour les moins de 40 ans) pour ses réalisations, ses compétences et sa participation communautaire dans les affaires. En 2000, le Conseil canadien pour l'avancement de l'éducation l'a choisie pour être l'une des étoiles montantes de l'enseignement supérieur au Canada.

Julie est très passionnée pour la promotion de la femme dans le milieu du travail. Elle a inspiré l'initiative cafleycommittee.org, qui vise à encourager la nomination et la promotion de femmes dirigeantes. Profondément engagée dans sa communauté et dans le monde qui l'entoure, Julie apporte également son soutien à des initiatives de lutte contre la pauvreté et en faveur de l'alphabétisation. Elle siège actuellement au conseil d'administration de la Société Parkinson Canada.

Julie est titulaire d'un doctorat en leadership de l'éducation de l'Université d'Ottawa. Sa [thèse](#) portait sur la direction et la gouvernance de l'enseignement supérieur dans l'optique des mandats inachevés de recteurs d'universités canadiennes. Elle est également titulaire d'une maîtrise en éducation, durant laquelle elle a examiné les changements organisationnels dans le secteur de l'enseignement supérieur, d'un baccalauréat en éducation, ainsi que d'un baccalauréat.

Le nouveau dirigeant du bureau de la reconstruction et de la relance de la ville se met au travail

Jenny Yuen

Date de publication :

10 juin 2020

The Toronto Sun

À la fin avril, le maire John Tory a annoncé que Saad Rafi, le PDG des Jeux panaméricains de 2015, dirigerait le bureau de la reconstruction et de la relance de la ville afin de réorienter les habitants et les entreprises de Toronto vers la nouvelle réalité.

Aux côtés du D^r David Mowat, Rafi, qui recevra, pour son travail, environ 35 000 \$ par mois (dépenses comprises) jusqu'à la fin novembre contribuera à façonner la voie de la reprise après la pandémie de COVID-19. Les objectifs du bureau sont de préserver les moyens de subsistance et de vivre en toute sécurité avec la COVID-19. Rafi encourage les résidents à répondre à l'enquête [relative à la reconstruction et la relance](#) de la ville d'ici la fin juin, qui sera intégrée aux résultats de la consultation du bureau en septembre.

Que planifiez-vous pour la réouverture de la ville?

« Le plan comporte en fait trois volets : le premier consiste, tout en nous guidant sur les conseils de santé publique, à lancer une vaste opération de mobilisation. Nous avons mis en place un site Web, une adresse courriel et un guide de discussion que les particuliers, les organisations communautaires et les entreprises peuvent utiliser pour effectuer leurs propres consultations. Nous avons mis sur pied sept équipes et nous sommes en train de consulter tous les intervenants des communautés autochtones. Le deuxième volet consiste à élaborer des stratégies et des recommandations pour la relance et le troisième volet consiste à élaborer des recommandations pratiques sur la nature de la reconstruction; les personnes qui devront y participer, les rôles et les responsabilités, et ce, non seulement pour la ville, mais aussi pour les intervenants et les autres ordres de gouvernement qui en ont besoin. De plus, cette initiative contribue à la redéfinition de la manière dont la ville va fournir des services aux résidents et aux citoyens dans le futur. Cela aboutira à un rapport (avec nos recommandations) par le biais du bureau du directeur municipal pour la réunion du conseil de septembre ».

Un mois après votre entrée en fonction, de quoi avez-vous discuté avec le D^r Mowat?

« Notre discussion portait surtout sur la santé publique. Par ailleurs, mon groupe travaille avec les divisions municipales pour tenter de se préparer à fournir les services municipaux, étant donné que la province a annoncé la phase 1 et en prévision du passage de la ville et de la région à la phase 2. Pour ce qui est du D^r Mowat, son équipe et celle de la D^{re} (Eileen) de Villa ont travaillé ensemble pour élaborer les lignes directrices en matière de santé publique visant tous les services et entreprises de la ville. Nous ne sommes pas encore passés aux stratégies de relance. »

La ville devrait accuser un déficit de fonctionnement de 1,5 milliard de dollars d’ici la fin de l’année. Le maire Tory a déclaré qu’il ne voulait pas couper dans les services municipaux ou augmenter la taxe foncière, bien qu’il envisage la possibilité d’un nouveau péage. Compte tenu de ces défis, comment procédez-vous pour la relance?

« Les gens recherchent une aide qui a déjà été fournie par les trois ordres de gouvernement, et cette aide est limitée. Pour la ville, il s’agit de recettes différées ou, dans certains cas, des pertes. Nous devons avoir des conversations très ouvertes avec les deux ordres de gouvernement supérieur, le directeur de la ville, le dirigeant principal des finances et le maire – ce sont eux qui dirigent cet effort. Je ne dirige pas ce volet, mais je soupçonne que les gens vont formuler des commentaires lors des consultations. »

« La ville travaille avec ses huit centres de la petite enfance et tous ses autres exploitants. Nous avons vu les lignes directrices sortir (lundi). Il faudra quelques semaines pour mettre en place ces lignes directrices afin de s’assurer qu’elles prennent en compte toutes les approches d’assainissement nécessaires. En ce qui concerne le transport en commun, l’une des initiatives que nous avons prises a consisté à faire en sorte que les employeurs majeurs continuent, dans la mesure du possible, à faire travailler leurs employés à domicile au moins jusqu’en septembre. Il s’agit d’entreprises qui comptent un très grand nombre d’employés qui utilisent les transports en commun. Cette réduction permettra à la TTC de prendre des mesures pour favoriser la plus grande distance physique possible et permettre aux travailleurs essentiels qui dépendent des transports en commun de se rendre au travail et d’en revenir. »

Le rythme de la réouverture de la province est-il mesuré, trop rapide ou trop lent?

« Je pense que l’on a mis en place un cadre assez rapidement et je pense que ce cadre est respecté à tous points de vue. Le redémarrage, la relance et la reconstruction doivent toujours être guidés par des conseils de santé publique judicieux, et je pense que les deux ordres de gouvernement travaillent bien sur ce plan. »

Que se passera-t-il si nous sommes touchés par une deuxième vague de COVID-19?

« Je n’ai pas vraiment la capacité de répondre à cette question sous l’angle de la santé publique, mais l’urgence de tous les ordres est l’autorité réglementaire de la province. Je pense qu’il faut envisager cette question selon l’endroit où les incidents de santé publique surviennent et où la recherche des contacts nous mène. »

**Les réponses ont été adaptées à la longueur du texte.*